

numéro 13

---

*juin 2008*

[ a r k h a i ]  
*Αρχαί*

[www.arkhai.com](http://www.arkhai.com)

## la chine contre les chinois

---

Romain Racine

*Je ne déteste que les bourreaux.*

Albert Camus

*Insatiable dans ses pensées d'agrandissement,  
L'empereur n'entend pas le cri de son peuple*

Du Fu

Sans risquer de se méprendre complètement, on peut affirmer que la notion de stratégie nous fournit une des clefs pour comprendre le fonctionnement de la civilisation chinoise. En effet, nombreux sont les sentences et proverbes chinois donnant des conseils pour vaincre ses adversaires ou simplement obtenir un avantage dans la vie quotidienne. Parmi les plus célèbres, et les plus suivis depuis leur rédaction, il est ceux du livre *Sān shí liù jì* (*Les Trente-six Stratagèmes*) [1]. Généralement inspirés d'événements mythico-historiques, ils donnent des leçons aux souverains, et aux ambitieux, désireux d'acquérir et surtout de conserver le pouvoir. Contrairement à *Il Principe* de Machiavel, le contenu de ce petit livre a, sans doute grâce à des phrases courtes et facilement mémorisables, connu un impact considérable et durable sur l'ensemble de la société chinoise, au point que de nos jours, l'esprit de stratégie y prévaut contre d'autres concepts moins pragmatiques.

À l'approche des Olympiades de 2008 à Pékin, on pourrait donc se demander lequel des trente-six stratagèmes sous-tend l'organisation de ces jeux par le régime chinois. Eu égard à la situation actuelle, et compte tenu de l'histoire récente de la Chine, nous jugeons intéressant de retenir le 23<sup>e</sup> conseil de ce traité décisif : « Choisir un pays lointain comme allié et concentrer ses assauts contre un voisin » [2]. Mais par rapport à un pays immense tel que la Chine, quels sont les bienheureux pays lointains et qui

a le malheur d'être ce voisin? Spontanément, on serait tenté de désigner l'Europe et Taïwan. Montrons en quoi cet élan n'est pas entièrement erroné, en y apportant, cependant, d'importantes précisions qui nous permettent d'affiner ce jugement et de découvrir derrière les signes la trame des intentions véritables. Pour cela, nous aborderons trois thèmes d'actualité – environnement, slogan olympique et presse – et soulignerons, faits historiques à l'appui, le nationalisme chinois, idéologie suffisamment importante à l'approche des Jeux pour mériter d'être circonscrite. Certes, tous ces éléments, pris isolément, n'ont rien de surprenant; mais pour ceux qui ignorent la fonction du discours au sein de la société chinoise, ils prendront davantage de relief, du moins nous l'espérons, dans la perspective olympique de cette stratégie gouvernementale.

Première phase [3]: la valeur à laquelle le CIO tenait tout particulièrement, avant d'accorder l'organisation des Jeux à la ville de Pékin, était le respect de l'environnement; aussi le gouvernement chinois a-t-il promis des lois et des mesures relatives à ce domaine. Et, en annonçant quelques gros projets de construction (aménagement d'espaces verts, déplacement d'usines et d'ouvriers dans la périphérie urbaine, installation d'infrastructures sportives et hôtelières sur l'emplacement des *hutong* (quartiers historiques déclarés bruyants et insalubres par le gouvernement), etc.), il a en effet réussi à convaincre les membres du CIO de la bonne foi du BOCOG (Comité d'Organisation de Pékin pour les JO) d'organiser des «Jeux verts». Or, il faut savoir qu'en Chine, les promesses appartiennent à l'univers du discours, lui-même inscrit dans une stratégie plus globale, tandis que les actes, eux, n'obéissent qu'aux impératifs de la réalité. En d'autres termes, les promesses ne constituent qu'un moyen rhétorique parmi d'autres au service du discours sans que personne en exige une valeur performative. La compréhension de cette relation entre le mot et la chose, fonctionnellement et structurellement différente de celle qui apparaît à présent dans le monde occidental, pourrait nous aider à saisir quelques-unes des causes pour lesquelles l'applicabilité des lois élaborées par le gouvernement chinois reste hypothétique, par exemple, en ce qui concerne l'enrayement de la déprédation environnementale.

Toutes les données chiffrées et statistiques relatives à la Chine étant sujettes à caution (en raison de la grandeur du pays, d'une part, et de la censure gouvernementale, de l'autre), il est difficile de se faire une idée exacte de l'étendue de la pollution. Néanmoins, les spécialistes et les organisations internationales supposent à peu près de concert que «90% des eaux urbaines sont polluées et [...] 50% des sources d'eau des grands centres urbains et des villes moyennes sont impropres à la consommation» [4]. De ce point de vue, il semble en effet légitime de douter s'il est assez d'autoriser l'importation de bouteilles d'eau minérale destinées aux athlètes (mais inabordable pour la majorité des Chinois) pour qu'il soit possible de parler de Jeux verts.

Quant à la qualité de l'air, le même constat s'impose: en arrivant à Pékin, on remarque immédiatement l'extrême pollution qui y règne; elle paraît «six fois plus élevée que celle de New York» [5]. (L'étude où est révélé ce chiffre n'est pas des plus récentes, et depuis, la situation a empiré.) Comment les athlètes pourront-ils se protéger? Suffira-t-il de croire en l'efficacité de la dernière trouvaille du gouvernement chinois, diffusée par tous les médias, qui prétend dissiper les brouillards nocifs au-dessus de Pékin par l'envoi de missiles anti-nuages [6]?

Pour l'Exposition Universelle de 2010 à Shanghai, les autorités chinoises ont adopté exactement la même stratégie: allier les pays lointains à la cause gouvernementale, à la fois en soignant l'image d'un État de droit et de progrès et en tissant de fortes dépendances commerciales dont ces pays ne voudront et ne pourront plus se dépendre. Concrètement, cela revient à dire qu'il suffit de lancer un projet prestigieux, associé à un discours faisant miroiter l'ouverture du marché chinois, pour que la communauté internationale accorde à la Chine l'organisation d'un tel événement. Ce projet s'appelle Dongtan, la plus grande ville «verte» du monde, et sera réalisé dans la périphérie de Shanghai, sans que personne ne se soucie, au fond, de sa faisabilité ni de sa congruité dans un contexte urbain des plus difficiles et un environnement extrêmement dégradé. De la sorte, la Chine obtient non seulement le savoir-faire technique et les capitaux étrangers pour moderniser une partie (bien ciblée) du pays mais encore, et avant tout, les mains libres pour agir sur un autre front: son voisin.

Deuxième phase: une bonne preuve de l'habileté rhétorique du régime est le choix du slogan pour les JO: «One world, one dream». Quiconque connaît quelque peu la Chine et ses procédés discursifs et rhétoriques sait que dans ce pays tout se lit entre les lignes, tout y est imprimé en filigrane. Les mots n'ont gardé leur force que dans la mesure où leur signification s'est décentrée dans l'espace qui les sépare. Les Chinois, familiers de cet art du non-dit, savent qu'il n'y a que l'omission qui puisse les informer. Autrement dit, sous ce slogan se cache l'angoisse du gouvernement central, devenue hantise depuis la désintégration de l'Union soviétique, de perdre le contrôle sur l'ensemble du territoire. En invoquant sans cesse l'unité du territoire chinois, moyennant une politique nationaliste à outrance, le pouvoir en place compte mettre en garde toute personne (par exemple les intellectuels demandant une politique plus juste, plus fédéraliste et démocratique), tout groupement humain (par exemple les habitants des *butong* qui refusent d'être délogés), toute minorité ethnique (par exemple les Tibétains et les Ouïgours qui revendiquent de réelles autonomies [7]), en somme, toutes les fractions de la «nation» chinoise (y compris Taïwan) d'oser imaginer et évoquer une vision de cette harmonie nationale différente de celle dictée par les autorités de Pékin. Il se trouve que les JO leur fournissent la légitimation officielle,

validée par la communauté internationale, d'aligner tous les «Chinois» derrière ce concept de l'unité politique, dans le seul but de préserver au parti son pouvoir absolu.

Troisième phase : pour s'assurer la tranquillité de la population chinoise, le gouvernement dispose d'un moyen efficace en amont des forces militaires : l'agence de presse *Xinhua* – «la Chine nouvelle». En temps normal, cet organe sert à diffuser les commentaires officiels des autorités chinoises, à l'exclusion de tout autre point de vue. Quand il s'agit de traiter des sources étrangères, on reprend uniquement celles qui corroborent la position chinoise. En période olympique, cependant, la tâche se complique pour *Xinhua*. Une fois des journalistes étrangers dans le pays pour couvrir cet événement démesuré, malgré une sévère sélection aux frontières et une surveillance rapprochée sur le terrain, il sera plus difficile de censurer ou supprimer les reportages et commentaires indésirables (les arrestations et le Bouclier d'or électronique destiné à contrôler Internet seront sans doute insuffisants). Mais à cela aussi, les responsables de l'agence de presse ont trouvé une solution : séparer les informations destinées aux étrangers, qui seront publiées en langues étrangères, de celles qui concernent les Chinois, rédigées en mandarin [8]. Ainsi, les hiérarques du parti pourront glisser des nouvelles «plus sensibles» dans la presse internationale, ce qui donnera à *Xinhua*, du moins aux yeux des étrangers, une apparence d'ouverture dans le traitement de l'information. En même temps, ils seront à peu près sûrs qu'aucune de ces informations n'atteindra le public chinois. Vu sous cet angle, Reporters sans frontières a raison d'appeler *Xinhua* «la plus grande agence de propagande du monde» [9], à laquelle incombe la lourde responsabilité d'être l'un des ressorts majeurs dans l'oppression de la population chinoise.

Or, derrière cette stratégie, on devine encore une autre peur, plus viscérale : la peur du régime de perdre le contrôle du pouvoir. En manque de légitimation depuis le volte-face économique amorcé par Deng Xiaoping en 1992, le parti communiste tente de rassembler la population derrière l'État autoritaire, centraliste et uniforme qu'il incarne, en attisant et instrumentalisant un nationalisme exacerbé. Nous ne reviendrons pas sur les récents événements tels que les manifestations anti-japonaises et anti-américaines dont nous avons parlé ailleurs [10]. Nous nous contenterons ici d'attirer l'attention du lecteur sur l'importance de ce concept à l'intérieur de la Chine.

À première vue, le nationalisme, lorsqu'on le définit dans la perspective d'une recherche identitaire créant artificiellement un sentiment d'agressivité à l'encontre des pays étrangers, semble contredire la stratégie du gouvernement chinois que nous venons d'identifier. Or, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, et nous ne pensons pas seulement à la Chine, le nationalisme est, en tout premier lieu, un moyen *interne* de forger et de garantir la cohésion

de la société au sein d'une supra-structure étatique qui veut imposer une organisation économique et sociale unique et homogène à l'ensemble de la population vivant sur son territoire. Et ce n'est que dans un deuxième temps que la nation, rencontrant des difficultés et des résistances imprévues dans «l'harmonisation» du pays et dues en grande partie à l'incapacité de trouver un consensus viable pour tous, se tourne vers l'étranger, soit en l'agressant pour faire oublier les échecs de la politique despotique, soit en y cherchant des alliés pour écraser les ennemis intérieurs.

Pour le moment, la Chine s'ingénie à appliquer les deux possibilités à la fois. Mais n'est-il pas paradoxal de cultiver la haine des autres nations pour unir le pays et de chercher des alliés économiques étrangers pour le moderniser? Comment expliquer ce double aspect, apparemment incompatible, du nationalisme chinois qui tente de combiner le sentiment de la supériorité culturelle de la Chine avec le besoin urgent, prouvant plutôt sa faiblesse, d'importer des technologies étrangères? C'est *la* question qui agite la Chine depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire depuis l'arrivée sur le territoire chinois d'un grand nombre de commerçants occidentaux suivis, parfois accompagnés, de forces militaires. Cela posé, dans des moments de doute culturel et de crise socio-économique, il est tout naturel que l'on ait recours soit à la fermeture soit à l'ouverture du pays, deux réponses ni exclusives, ni contradictoires. Les uns souhaitent réorganiser et moderniser la société en retrouvant le génie de la nation, les autres en empruntant et adoptant des structures et des solutions extérieures. Ce n'est pas le lieu ici de nous prononcer en faveur de l'une ou l'autre position, les deux étant pour chaque civilisation, à différents moments de l'histoire, des réflexes naturels et légitimes d'auto-préservation [11]. En revanche, cette question ne devrait pas servir de prétexte: certes, depuis le commencement du déclin de la Chine à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'identité culturelle chinoise se définit en grande partie par opposition (réelle et mythique) à la culture occidentale. Mais cette nette séparation entre l'Occident et l'Empire du Milieu en cache une autre tout aussi significative, voulue par tous les gouvernements, et qui empêche, jusqu'aujourd'hui, la construction d'une Chine décontractée et humaine: celle, fort profonde, entre la classe dirigeante et la population.

En effet, si l'on observe l'histoire de la Chine, on constate que les tentatives pour moderniser le pays et rattraper «le retard» par rapport aux nations occidentales n'ont pas manqué mais se sont toujours heurtées à la totale immutabilité des puissants et des privilégiés. En voici quelques illustrations: la révolte des Taiping (1850-64) entend renverser la dynastie mandchoue des Qing (ces «étrangers») afin d'instaurer une société égalitaire basée sur des idées chrétiennes; elle finit par être écrasée par l'armée impériale au bout de plusieurs années de combats (il y aurait eu près de 20 millions de morts). En 1898, après la défaite humiliante contre le Japon,

Kang Youwei persuade l'empereur Guangxu d'instaurer des réformes économiques et institutionnelles, inspirées des modèles japonais et russe (monarchie constitutionnelle). L'intervention de l'impératrice Cixi, avec l'appui des ultra-conservateurs, met cependant rapidement fin à ces « Cent Jours de Réformes » à l'occidentale en détournant le mécontentement populaire (la révolte des Boxeurs) contre les étrangers et leurs nouvelles inventions techniques, tel par exemple le chemin de fer qui passe pour détruire les petits emplois des transporteurs (les coolies) [12]. Plus tard, la république de Sun Yatsen (1912-1925), plutôt pro-occidentale et anti-confucéenne (le confucianisme étant considéré comme responsable de l'infériorité de la Chine par rapport aux pays occidentaux), ne parvient pas, sous les coups des « seigneurs de guerre » et de mouvements nationalistes et réactionnaires [13], à se stabiliser et glisse rapidement vers un régime de plus en plus autoritaire, pour sombrer finalement dans la guerre civile. Seul le parti communiste réussit à rassembler derrière lui la masse des paysans en lui promettant une société plus juste et égalitaire mais aussi en exploitant le fort sentiment patriotique provoqué par l'invasion japonaise, à laquelle n'ont pu faire face les forces nationalistes de Chiang Kai-shek.

Après la défaite du Japon à la fin de la deuxième guerre mondiale et celle du Kuomintang en 1949, le parti communiste proclame la République populaire de Chine et referme ses frontières pour y faire de l'ordre et nettoyer, en plusieurs vagues successives [14], la population de tout résidu étranger au programme du parti. Il est convaincu que seule cette méthode radicale, basée, cette fois, tout ensemble sur le rejet de l'influence occidentale et l'éradication des vieilleries traditionnelles, pourra moderniser rapidement le pays et lui redonner une place importante dans le monde. Or, la population, trompée par cette grandiloquente politique aux résultats calamiteux, voit qu'elle paie très cher ce rêve national et que tout ne sert qu'à consolider le pouvoir absolu du parti. Elle recommence de manifester son mécontentement et de revendiquer des progrès démocratiques, mouvements noyés dans le sang par le régime [15]. Suite à la manifestation du 4 juin 1989 sur la place Tiananmen, les hiérarques ont fini par réaliser que, pour rester au pouvoir, il faut engager des réformes. Ils décident donc de changer de système économique en évitant absolument de toucher au régime politique. Comme cette réorientation partielle manque cependant de cohérence et de légitimation, le parti n'a plus le choix que de miser sur une consommation aveugle et un nationalisme criant.

Ce bref retour sur l'histoire nous a permis de voir que la pierre d'achoppement n'est jamais la culture occidentale dans son intégralité, puisque la Chine s'intéresse aux acquisitions techniques, scientifiques et même culturelles *stricto sensu* de cette dernière, mais toujours son organisation politique, qui risque de transformer en profondeur les structures internes

de la Chine. Elle pourrait, avant tout, remettre en cause cette traditionnelle division entre le peuple et la classe dirigeante, imprégnée d'une profonde défiance mutuelle, et qui facilite, depuis des siècles, le maintien d'un système oppressif, profitant à un nombre restreint de privilégiés [16]. En même temps, il apparaît que la stratégie de l'isolement, que les gouvernements chinois ont souvent pratiquée tantôt avec splendeur tantôt avec infortune, est moins motivée par le souci de protéger la nation chinoise que par la crainte de perdre le pouvoir. Mais comme aucun d'eux, tous aussi prévaricateurs et inhumains les uns que les autres, n'a réussi à moderniser structurellement le pays, l'idée de démocratie continue de hanter les esprits, seule garante d'une prospérité plus honnêtement et plus équitablement répartie. En *underground*, certains groupements (poètes, artistes et intellectuels mais également des paysans et des habitants déplacés, sans parler des minorités ethniques) songent sérieusement à s'opposer au régime et à lui retirer son mandat du ciel («ge ming» [17]), fidèles en ceci à un précepte de Confucius pour rétablir le bien-être du pays (attention: il faut, comme toujours, lire entre les lignes): «Loin de vouloir le [son prince, *i.e.* le chef du gouvernement] tromper, oppose-lui en tout la vérité» [18].

Il est vrai que ces voix démocratiques existent, encore aujourd'hui, malgré ou à cause du massacre de la place Tiananmen. Bien que les discours non conformes aient, par crainte de représailles, quitté le devant de la scène publique, différents pans de la société chinoise n'arrêtent pas, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, d'envisager l'adoption d'un système politique moins autoritaire, plus participatif et plus fédératif. Certes, l'évolution est lente et non linéaire, mais la démocratisation, et Gunter Schubert a raison de le souligner, fait son chemin dans la conscience des Chinois, désireux de surmonter la double opposition entre la Chine et l'Occident, d'une part, et l'État et la majorité de la population de l'autre. Le spécialiste allemand a, en effet, décelé l'existence d'un «nouveau» nationalisme, plus libéral, qui ne voit le salut de la Chine que dans un vrai changement politique et institutionnel, seul capable de faire sortir le pays de sa crise d'identité nationale. À la fin de son analyse des nationalismes chinois, il arrive, sans hésiter, à la conclusion suivante: «Zu haben ist eine neue Herrschaftslegitimation auch in der VR China letztlich nur, wenn sich Nationalismus und Demokratie die Hände reichen» [19]. Malheureusement, il est vrai également qu'en Occident, on n'entend pas (ou ne veut pas entendre) ces voix divergentes à la recherche d'une harmonie nouvelle car elles pourraient troubler l'entente cordialement commerciale avec la dictature en place qui nous a si habilement impliqués dans sa stratégie d'opresseur.

En somme, le nationalisme chinois n'est pas en premier lieu, et jusqu'ici, une attaque contre l'étranger (à part Taïwan, qui attire les haines de la Chine comme si l'île, pourtant indépendante, était une province chinoise

non «harmonisée») sinon le seul moyen et peut-être la dernière tentative pour un gouvernement en difficulté de combler artificiellement le large fossé qui le sépare de la population et d'y enfouir toutes les inégalités et injustices existantes. Combiné au consumérisme, il lui sert de prétexte idéologique pour mieux appliquer la stratégie «23», éternellement renouvelée, qui consiste, avec la complicité de l'Occident, à opprimer la population et à se maintenir au pouvoir. À la faveur de la gloriole nationaliste et au son des fanfares militaires, légitimées par l'organisation de la XXIX<sup>e</sup> Olympiade, le régime dictatorial compte faire taire pour un long moment les revendications démocratiques dans le pays [20].

## Références

- [1] Rédigé probablement à l'époque de la dynastie des Ming (1368-1644), ce recueil fut «redécouvert» en 1938 et publié en 1941. Autre exemple de cette importante littérature de guerre que la Chine a produite durant sa longue histoire mais que les sinologues, la plupart du temps, répugnent à prendre en considération (Harro von Senger mis à part – cf. les quelques indications bibliographiques dans la note finale) : Sun-tzu, *L'Art de la guerre* (vers le V<sup>e</sup> s. avant J.-C.).
- [2] *36 Ji*, IV. Plans pour les batailles à partis multiples, n° 23 (*Les Trente-Six Stratagèmes*, traduit et commenté par François Kircher, Éditions Lattès, Paris, 1991).
- [3] Ce terme, d'une importance capitale, fait allusion à la *stratégie «à trois phases»* du gouvernement chinois pour le développement du pays, évoquée pour la première fois par Deng Xiaoping et reprise régulièrement par les Congrès du PCC. Il s'agirait d'abord d'encourager une partie de la population à s'enrichir (quitte à créer des inégalités), puis de réaliser pour tous un niveau de «vie à l'aisance moyenne» (notion de Deng, 1979), avant d'atteindre l'objectif fixé d'une modernisation socialiste de la Chine (vers le milieu du siècle) – cf. le compte-rendu du XVI<sup>e</sup> Congrès du PCC, publié le 6 novembre 2002 dans *Le Quotidien du Peuple* (voir [http://french.peopledaily.com.cn/french/200211/06/fra20021106\\_58044.html](http://french.peopledaily.com.cn/french/200211/06/fra20021106_58044.html), consulté le 7 février 2008).
- [4] René Barbier, «Chine, environnement et philosophie», *Éducation permanente* 148 (2001), pp. 111–120 ; voir aussi <http://www.barbier-rd.nom.fr/ArticleChinefin5.rtf>, consulté le 15 février 2007, p. 5. Deux ans plus tôt, dans son guide de la Chine, la sinologue Anke Kausch expose, en s'appuyant sur des sources officielles du SEPA (ministère chinois de l'environnement) que «80% aller urbanen Flüsse und Seen aufgrund ungereinigt eingeleiteter Abwässer verschmutzt sind. Man schätzt, daß mindestens ein Viertel des chinesischen Trinkwassers nicht genießbar ist.» (Anke Kausch, *China*, Éditions DuMont, 1999, p. 18). On voit que les chiffres concordent.
- [5] René Barbier, *op. cit.*, p. 6 ; voir aussi Anke Kausch, *op. cit.*, p. 18, qui indique des chiffres plus élevés : «Peking, Xian und Shenyang gehören gegenwärtig zu den Städten mit der höchsten Luftverschmutzung in der Welt. Hier werden die von der Weltgesundheitsorganisation (WHO) gesetzten Grenzwerte etwa um das Zehnfache übertroffen und liegen damit etwa 16 mal höher als in der Stadt New York.»
- [6] Yann Rousseau, «Croître plus vite et plus propre : le casse-tête chinois», *Les Échos* [en ligne], le 16 avril 2007.
- [7] Il faut savoir que les 55 minorités ne représentant que 20 pour cent de la population totale occupent 60 pour cent du territoire chinois.
- [8] Stratégie déjà appliquée dans de nombreux pays musulmans, par exemple.
- [9] Reporters sans frontières, *Xinhua : la plus grande agence de propagande du monde*, rapport du 30 sept. 2005 [en ligne], consulté le 18 février 2007.
- [10] Romain Racine, «Shanghai ou le miroir aux alouettes», *Les Cahiers du Ru* 47 (2006), pp. 39–54. Voir aussi Jean-Pierre Cabestan, «Les Multiples Facettes du nationalisme chinois», *Perspectives chinoises* 88 (mars-avril 2005), pp. 28–42.
- [11] Claude Lévi-Strauss : d'une part *Race et histoire* (1952), où est défendue la théorie de l'utile et stimulant échange entre les cultures («aucune culture n'est seule ; elle est toujours donnée en coalition avec d'autres cultures»), et d'autre part *Race et culture* (1971), où l'auteur souligne que chaque culture, pour se maintenir différente, a droit à l'isolement, à «une certaine surdité à l'appel d'autres valeurs, pouvant aller jusqu'à leur refus sinon même à leur négation».
- [12] Cf. Gilles Béguin et Dominique Morel, *La Cité interdite des Fils du Ciel*, Éditions Gallimard, collection Découvertes Gallimard, Paris, 1996.

- [13] Entre autres la deuxième révolution de Nankin (1913), le mouvement du 4 mai (1919) et le mouvement du 30 mai (1925).
- [14] La «rééducation» du peuple ou, autrement dit, la campagne de suppression des contre-révolutionnaires (1950-56), la campagne des Cent Fleurs (1957), la révolution culturelle (1966-69) et ses suites, les vagues d'arrestations et de déportations de 1981 et de 1989.
- [15] Citons au moins le mouvement des Cent Fleurs de 1957, le mouvement populaire du 5 avril 1976 sur la place Tiananmen, le «Printemps de Pékin» de 1979 et les manifestations sur la place Tiananmen de 1989.
- [16] L'existence d'un tel fossé serait-elle à l'origine d'une grande part de la littérature philosophique et guerrière chinoise, écrite pour aider les gouvernants à comprendre et à gérer le pays?
- [17] Ce signe composé sert de nos jours à rendre la notion de «révolution».
- [18] *Entretiens de Confucius*, traduction du chinois, introduction et notes par Anne Cheng, Éditions Seuil, Paris, 1981, XIV, 23. À titre comparatif, la traduction de Séraphin Couvreur (Mille et une nuits): «Ne le trompe jamais, quitte à le contrarier» (XIV, 23), et celle de Pierre Ryckmans (Gallimard): «Ne lui cachez rien, quitte à le heurter» (XIV, 22).
- [19] «En République populaire de Chine aussi, une nouvelle légitimation du pouvoir ne peut, finalement, être obtenue qu'à condition que le nationalisme et la démocratie se rejoignent» (Gunter Schubert, «Nationalismus in China – Der liberale Gegentext zum anti-westlichen Etatismus», publications de l'Institut für Ostasienwissenschaften (université de Duisburg): Politische Reform- und Demokratisierungsdiskurse im Lichte neuer Prozesse regionaler Gemeinschaftsbildung, Project Discussion Paper [en ligne], n° 18, 2001, 25 pages, <<http://www.uni-duisburg.de/Institute/OAWISS/Publikationen/index.html>>, consulté le 19 février 2007.
- [20] À lire: François Cheng, *Le Dit de Tianyi*, Éditions Albin Michel, Paris, 1998 – Simon Leys, *Essais sur la Chine*, Éditions Robert Laffont, collection Bouquins, Paris, 1998 – Harro von Senger, *Die List*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1999; *36 Stratageme für Manager*, Carl Hanser Verlag, München, 2005; *Die Kunst der List*, C. H. Beck Verlag, München, 2007 – Guy Sorman, *L'Année du coq. Chinois et rebelles*, Éditions Fayard, Paris, 2006 – Gao Xingjian, *La Montagne de l'Âme*, Éditions de l'Aube, Paris, 1995; *Le Livre d'un homme seul*, Éditions de l'Aube, Paris, 2000; *La Raison d'être de la littérature* (discours à Stockholm du 7 déc. 2000), Éditions de l'Aube, Paris, 2001 – Revues à consulter: *Monde chinois* et *Perspectives chinoises*.